Une position radicale contre l'avortement. C'est celle de travailleurs sociaux rÃ©unis au sein de la Plateforme pour la Vie. Ces derniers ont tenu un point de presse, ce jeudi 10 mai au centre social Marie-Reine-de-la-Paix. C'Ã©tait l'occasion pour eux de lancer un appel aux politiciens.

Michael Atchia, facilitateur de la plateforme, avance que 500 personnes et ONG se sont prononcÃ©es contre la lÃ©galisation de l'avortement en 2011. Â« De nos jours, nous assistons Ã une banalisation des relations humaines. A prÃ©sent, nous assisterons Ã une banalisation de la vie Â», affirme-t-il.

Une lettre a Ã©tÃ© envoyÃ©e Ã tous les parlementaires pour une rencontre avec les membres de cette plateforme, ce lundi au centre social Marie Reine de la Paix. Les membres de la PPV souhaitent faire entendre leurs propositions alternatives Ã l'avortement. De plus, une manifestation est prÃ©vue le dimanche 20 mai au Jardin de la Compagnie, Port-Louis.

Jean Yip Tong, un autre membre de cette plateforme, soutient que les parlementaires ont tout intÃ©rÃªt Ã Ãªtre prÃ©sent lors de cette rÃ©union du lundi 14 mai. Â« Nous ne menaÃ§ons pas les politiciens mais s'ils ne viennent pas Ã notre rencontre, les Ã©lecteurs en tireront leurs conclusions Â», soutient-il.

Monique Dinan, du Mouvement d'Aide Ã la MaternitÃ© (MAM), Ã©tait Ã©galement prÃ©sente sur cette plateforme. Elle indique que son ONG milite depuis plusieurs annÃ©es contre l'avortement et qu'elle n'est pas prÃªte Ã changer de position.

Pour Mariam Goodur, prÃ©sidente de la Muslim Ladies Council, personne n'a le droit de dÃ©cider de la vie d'une autre personne. Â« Nous ne sommes pas Dieu pour dÃ©cider d'Ã´ter la vie Ã quelqu'un. Avec la lÃ©galisation de l'avortement, certains risquent d'utiliser ce recours comme une contraception Â», soutient-elle.

Par Estelle Bastien